



**Lectures**  
Les comptes rendus

---

## Hélène Buisson-Fenet, Olivier Rey (dir.), *Le politique doit-il se mêler d'éducation ?*

Christophe Point

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/lectures/21657>

ISSN : 2116-5289

### Éditeur

Centre Max Weber

### Référence électronique

Christophe Point, « Hélène Buisson-Fenet, Olivier Rey (dir.), *Le politique doit-il se mêler d'éducation ?* », *Lectures* [En ligne], Les comptes rendus, 2016, mis en ligne le 06 novembre 2016, consulté le 03 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/lectures/21657>

---

Ce document a été généré automatiquement le 3 mai 2019.

© Lectures - Toute reproduction interdite sans autorisation explicite de la rédaction / Any replication is submitted to the authorization of the editors

---

# Hélène Buisson-Fenet, Olivier Rey (dir.), *Le politique doit-il se mêler d'éducation ?*

Christophe Point

---

- 1 Cet ouvrage est le produit de la première conférence publique des « Entretiens Ferdinand Buisson » qui a eu lieu le 9 décembre 2015. Cinq intervenants sont présents mais nous nous concentrerons volontairement sur trois d'entre eux car ils composent le cœur de la réflexion sur la question suivante : « Le politique doit-il se mêler d'éducation ? ». Les deux autres interventions sont celles de praticiens livrant un témoignage à partir de leur vécu face à cette question des interactions multiples entre le monde du politique et celui de l'éducatif. Étudions-les une à une. La première intervention, celle de François Jacquet-Francillon (Université Charles-de-Gaule Lille 3) s'attache dans un premier temps à nuancer une vision simpliste mais répandue de la relation qu'entretiennent les hommes politiques (quels que soient leurs gouvernements) avec les membres du système éducatif (administrateurs, professeurs, syndicats, associations, personnels de direction etc.). Cette relation, si elle s'est voulue sous la III<sup>e</sup> République descendante et verticale du sommet de l'État jusqu'à la « base » de l'école, n'a jamais réellement été si évidente. Depuis 1930, on assiste davantage à une série de « réformes » pouvant se lire comme des avancées, des reculs, ou plutôt des adaptations à des problèmes précis. Si on agrandit la lunette d'analyse de ces réformes, on se rend compte en réalité de deux mouvements simultanés.
- 2 D'une part un « expérimentalisme » politique sur le terrain de l'éducatif. L'État prend en compte des situations complexes car formées dans une réalité locale particulière, avec nécessairement plus d'intelligence car il est ainsi plus soucieux de la pluralité des acteurs en action dans la situation. Ce qui résulte de cet expérimentalisme c'est donc la création d'un public (au sens pragmatiste, c'est-à-dire d'un groupe d'individus concernés par le même problème et conscients de l'être) davantage conscient de son identité réelle. Mais d'autre part, une volonté nette et continue de faire converger les finalités éducatives avec les nécessités économiques. C'est-à-dire, de créer un équilibre entre la formation des enfants (car c'est bien d'eux dont il s'agit) et leur future employabilité sur le marché. En

est la preuve l'allongement progressive de la durée de scolarisation parallèle à l'exigence de qualification des emplois qui reste un cap jamais démenti pour nos hommes politiques depuis la Libération.

- 3 Cette convergence entre éducation et employabilité vue par l'État se manifeste aussi dans deux phénomènes étudiés dans la façon de faire classe : 1/ Tout d'abord, l'État depuis le XIX<sup>e</sup> siècle s'attache à uniformiser la classe. L'élève n'est plus le centre de l'apprentissage, c'est la classe qui est l'objet de l'apprentissage. Point de particularisme, mais une unité propre grâce à une égalité chère à l'État et à une uniformisation de la formation chère aux entreprises. 2/ Puis, une volonté constante de décaler le maître de sa posture de « lecteur » des livres qui traditionnellement apporte le savoir à une posture « d'orateur » où celui-ci parle, explique et fait sa « leçon de choses » devant les élèves. Il faut ici pour le politique combattre la tradition éducative pour la faire rentrer dans la modernité des sciences (celles-ci depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle sont tournées vers les sciences expérimentales où il faut expliquer et tester, et non plus lire et réciter).
- 4 Ici, le politique apparaît comme une instance d'adaptation, de régulation et de contrôle. Il s'adapte aux mœurs du savoir (les sciences expérimentales au XIX<sup>e</sup> siècle, aujourd'hui les TICE ?), il régule les pratiques en proposant des méthodes, édictant des normes, rédigeant des traités de pédagogies (par le biais des universitaires, complices pour l'occasion de l'État) et enfin il contrôle ses pratiques en désignant les maîtres méritant ou en sanctionnant par ses inspecteurs les déviants de la norme édictée.
- 5 La deuxième contribution de cet ouvrage est une réflexion de Clémence Cardon-Quint (ESPE d'Aquitaine, Université de Bordeaux) sur les interactions du politique avec l'éducatif du point de vue d'une double question. 1/ Est-ce que le langage politique devient « technocratique » (donc impénétrable pour le profane qui ne posséderait pas les techniques en question) lorsqu'il est question d'éducation... par choix politique ? 2/ Et, comment est-ce que les acteurs du monde éducatif s'approprient ce langage technocratique pour penser leurs problèmes pédagogiques ?
- 6 L'auteur montre comment le débat pédagogique, sans changer la nature de ces objets, les voit se teinter d'une couleur politique forte au début de la décennie 1970. Les différents mouvements du gauchisme (avec chacun leur position propre) investiront des pratiques enseignantes pour les réformer. La performativité du discours politique sur le réel ne peut plus faire l'économie à cette époque d'une réflexion sur l'école comme lieu de préparation de l'avenir. L'école est devenue démocratique grâce à la massification opérée sous la III<sup>e</sup> République ? Alors elle doit en épouser les débats. Valoriser l'oralité sur l'écrit, abandonner la dissertation littéraire, renouveler le corpus littéraire des écoliers, utiliser des nouvelles méthodes de critique littéraire en classe etc. tout cela va se retrouver sur les étendards des mouvements politiques nationaux. L'auteur s'appuie sur l'étude des discours tenus à l'Assemblée nationale, les comptes-rendus de réunions politiques ou encore les articles de journaux de l'époque pour montrer que la nature des discours employés par les uns et par les autres sur ces questions ne vont pas de soi. Les objets de la réforme de l'apprentissage du français au début des années 70 seront parfois étudiés de façon purement politique, parfois de façon purement technique et le plus souvent dans un mélange de ces deux genres de discours. Cela aura pour conséquence de marginaliser le débat et faire de cette réforme du français un sujet peu à peu délaissé des parlementaires. Pire encore, ce brouillage des genres sur ce débat va créer une simplification extrême dans l'opinion publique en associant les positions pédagogiques et

politiques. Cela réduit le débat à un affrontement entre deux camps : les conservateurs (de tous poils) contre les modernistes (de tous poils).

- 7 Il est étonnant de constater que cette politisation des débats pédagogiques prouve d'une certaine façon que les sciences de l'éducation, en tant que domaine de recherche scientifique, ne parviennent pas - aux yeux du grand public et des hommes politiques - à obtenir un statut d'expertise valable. Leurs travaux seront sans cesse renvoyés à une dénonciation politique ou au bon sens autoproclamé. Ce constat fait au début des années 1970 reste encore valable de nos jours. Le champ libre qui est laissé sur la réforme du collège à l'affrontement des opinions politiques et pédagogiques de tout un chacun le prouve aisément : il n'y a pas encore d'expert en science de l'éducation.
- 8 La troisième contribution est celle de Philippe Bongrand. À la question « Les enseignants doivent-ils se mêler de politique ? » l'auteur répond deux fois positivement. Une première fois car le corps professoral est faiblement politisé (entendons ici « peu capable de gérer des questions politiques avec leurs élèves » plutôt que « caporalisé et partisan d'une politique électorale ») et les enquêtes au sein des ESPE sur le faible appétit politique des étudiants-stagiaires-fonctionnaires ne nous permettent aucun espoir d'amélioration. Et une deuxième fois car il existe une corrélation évidente entre la dépolitisation des enseignants et les difficultés qu'ils éprouvent à faire partager les valeurs de la République à leurs élèves. Se fermer à toutes questions politiques en classe, c'est s'empêcher de les investir d'une dimension éducative pourtant indispensable lorsque ces questions se posent dans un contexte aussi vif que celui des attentats en France en 2015. Nombreux ont été les professeurs à ne pas savoir comment réagir, voire même à refuser de faire cours pour éviter les débats avec leurs élèves.
- 9 La proposition de l'auteur de politiser la formation des enseignants à l'ESPE semble alors de bon sens. Au moyen de débats organisés sous la forme des discussions mises en place dans les cours d'EMC, mais cette fois-ci entre stagiaires et sur les questions les plus vives de la politiques éducatives actuelles, les futurs enseignants pourraient acquérir les compétences qui leur manque en classe devant leurs élèves. L'analyse de situations professionnelles pour faire prendre conscience de la dimension politique de l'exercice du métier peut être une deuxième piste des plus intéressantes à travailler.
- 10 Enfin les interventions suivantes, celles de Jean-Yves Langagnay et d'Olivier Coutarel sont celles de praticiens. À partir de leurs expériences de terrain, ils permettent à cet ouvrage de rendre concrètes les interrogations théoriques posées précédemment. Nul doute alors qu'un chantier doit être ouvert pour clarifier, renforcer et transformer les relations du politique avec l'éducatif.
- 11 Pour conclure, il est intéressant de noter que John Dewey, dans un article encore trop largement méconnu, s'était déjà en son temps posé la question des justes interactions entre le politique et l'éducatif<sup>1</sup>. Le point de vue qu'il développe n'est pas si éloigné du constat que les auteurs du présent ouvrage font ici tout au long de sa réflexion<sup>2</sup>. Les acteurs du monde éducatif, s'ils ne sont pas formés aux problèmes du monde politique sont relativement démunis face aux tentatives de réformes de celui-ci. De plus, cette absence de formation peut être également une cause de la difficulté que les enseignants rencontrent pour faire partager les valeurs démocratiques. Donc, s'il fallait répondre, nous pouvons dire que « oui le politique doit se mêler de l'éducatif », mais que l'inverse est vrai également. Il y a sans aucun doute urgence à établir une meilleur compréhension mutuelle pour ces deux mondes.

---

## NOTES

1. Dewey John. *Democracy and Educational Administration. Read at the General Session of the Department of Superintendence of the National Education Association, New Orleans, February 22, 1937. The Later Works of John Dewey, 1925-1953. Volume 11: 1935-1937. The Collected Works of John Dewey, 1882-1953. Electronic Edition.*

2. Il serait également intéressant d'inclure l'enseignement supérieur comme objet de réflexion dans l'étude du monde éducatif car ses interactions avec le monde politique sont encore trop peu travaillées.

---

## AUTEUR

**CHRISTOPHE POINT**

Docteur en philosophie de l'éducation à l'Université de Lorraine